



JANVIER 2020 - N° 30

Sommaire

Forte présence française aux festivals SWITCH et *fintech* de Singapour

Promotion de l'industrie 4.0 à Singapour, en Malaisie et en Thaïlande

La transition vers l'industrie 4.0 est un enjeu majeur pour Singapour, la Malaisie et la Thaïlande. Singapour met l'accent sur l'adoption des technologies de pointe, la recherche et l'innovation, tandis que les politiques malaisienne et thaïlandaise visent à progresser vers des activités à plus forte valeur ajoutée.

Assouplissement monétaire dans les pays de l'ASEAN pour soutenir l'activité

Après avoir remonté leur taux directeur courant 2018, les principales banques centrales de la région ont procédé en 2019 à un assouplissement de leur politique monétaire en soutien à l'activité, dans un contexte de ralentissement du commerce mondial. La récente pause dans l'assouplissement monétaire américain rend toutefois incertaine la poursuite des baisses de taux dans la région.

Le secteur maritime en Indonésie : des opportunités à saisir

Plus grand Etat archipel du monde, l'Indonésie cherche à devenir une puissance maritime mais doit faire face aux défis de la mise à niveau des infrastructures et de la protection des richesses environnementales.

L'énergie, un secteur stratégie et prioritaire en Birmanie

Le développement des infrastructures énergétiques représente un enjeu de taille pour l'économie birmane. La France et la Birmanie ont axé leur coopération économique sur ce secteur et les projets des entreprises françaises représentent aujourd'hui 45% de la puissance électrique installée.

Mise en place d'un écosystème AgriFoodTech à Singapour

En dépit de sa production agroalimentaire et de ses ressources foncières limitées, Singapour se positionne rapidement en tant que plaque tournante de l'AgriFoodTech en Asie-Pacifique.

Annexes statistiques

Forte présence française aux festivals SWITCH et fintech de Singapour

Organisés conjointement par l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et Entreprise Singapour (ESG), la *Singapore Week of Innovation and Technology* (SWITCH) et le *Festival Fintech* de Singapour ont rassemblé du 11 au 15 novembre 2019 plus de 60 000 représentants venus de 130 pays, 400 intervenants, 900 exposants, 41 pavillons internationaux. Plus de 50 startups et entreprises françaises ont participé à cet événement phare organisé par la Banque centrale de Singapour (MAS), Entreprise Singapore et la National Research Foundation.



Singapour est la 4^{ème} place financière mondiale et mène depuis quatre ans une politique très volontariste pour soutenir ses *Fintechs* et devenir le pays d'Asie le plus attractif en la matière et le tremplin vers les autres marchés de l'ASEAN. Le secteur financier y occupe une place prépondérante avec une contribution de 13 % du PIB, 200 institutions financières, 200 000 employés, 250 fonds d'investissement dont 150 fonds de capital-risque. Pour conserver cette position, le gouvernement de la cité-Etat multiplie les initiatives afin de faire grossir l'écosystème *fintech* local, qui compte environ 600 startups.

Cette année, compte-tenu de l'importance des délégations de startups et de *Fintechs*, **le Service économique régional de Singapour a proposé à tous d'organiser sur la base d'un co-financement un Espace « Choose France - La French Tech »**. Cet Espace, organisé par la Chambre de Commerce française de Singapour, a pu être mis en place grâce à l'engagement de la communauté French Tech de Singapour, à un soutien financier du « Community Fund » de la French Tech, et au soutien financier et opérationnel des sponsors (Crédit Agricole, Bpifrance, Banque de France, CIC, Société générale et le Comité Singapour des Conseillers du Commerce extérieur de la France). Ainsi, plus de 50 startups et *fintechs* françaises, venues de France et présentes à Singapour, ont activement participé à la semaine. En effet, des

délégations conduites par Bpifrance, le Lab de la Banque de France, Le village Crédit Agricole, la Chambre de commerce française et Girls in Tech, ont pris part aux nombreux événements de la semaine.

Le programme des délégations françaises pour la semaine du 11 au 15 novembre 2019 comportait notamment :

- KICK-OFF MEETING : contexte macro-économique de l'ASEAN & Singapour, tendances, pratique des affaires, codes culturels et un focus marché : enjeux et potentiel des secteurs FinTech et Ville intelligente.

- participation au salon SFF x SWITCH 2019 du 11 au 13 novembre 2019, essentiellement sur l'Espace partagé « Choose France - La French Tech ». La conférence-exposition a porté sur la durabilité, les services financiers, l'industrie 4.0 (Intelligence artificielle, Blockchain, cloud et cybersécurité), l'inclusion financière, et la finance verte.

- La FRENCH-SINGAPOREAN PITCH SESSION du 14 novembre 2019 : rencontre de *Fintechs* françaises et singapouriennes en présence de la Banque de France et de la Monetary Authority of Singapore (MAS).

- Le ASIA START-UP SUMMIT le 15 novembre 2019 : séance de pitch de Startups innovantes de la région ASEAN et de France - Sessions startups / corporates de Business Matching et de speed-meeting B2B.

- 4 événements de FRENCH TECH NETWORKING ont été organisés le 11, le 12 et le 13 novembre 2019.

La Banque de France ouvre un deuxième bureau à l'étranger à Singapour

M. Denis BEAU, 1er vice-gouverneur de la Banque de France, qui intervenait au Fintech festival, a annoncé l'ouverture début 2020 du bureau Asie de la Banque de France à Singapour. Il s'agira du deuxième bureau de la Banque de France à l'étranger après New York, ouvert en 2010. Ce bureau assurera un suivi renforcé des places financières asiatiques, et développera des échanges de proximité avec les banques centrales et les autorités financières de la région Asie-Océanie. La MAS et la Banque de France prévoient dans cette perspective de développer leur coopération en matière de *Fintechs* et de finance verte.

Promotion de l'industrie 4.0 à Singapour, en Malaisie et en Thaïlande

La transition vers l'industrie 4.0, ou plus largement l'économie 4.0, qui recouvre tous les secteurs d'activité impactés par les nouvelles technologies numériques, est un enjeu majeur pour Singapour, la Malaisie et la Thaïlande. Très avancé, Singapour met l'accent sur l'adoption des technologies de pointe ainsi que sur la recherche et l'innovation. La Malaisie, mais surtout la Thaïlande, font face à la concurrence de pays à la main d'œuvre moins coûteuse, et leurs stratégies 4.0 visent à progresser vers des activités à plus forte valeur ajoutée, via des avantages pour les entreprises dans les secteurs prioritaires. Le développement des infrastructures (en Malaisie et en Thaïlande) et la formation (trois pays) forment également un pilier des stratégies 4.0.

Les trois pays ont fait une priorité du développement de l'industrie 4.0

Singapour a fixé un plan quinquennal pour la recherche et l'innovation sur 2016-2020, avec une place importante réservée aux thématiques d'ingénierie et de fabrication avancées, ainsi qu'aux sujets d'innovation, de recherche et de formation. Elle met également en place des plans sectoriels de transformation des industries pilotés par les agences publiques.

La Malaisie a lancé le plan *National Industry 4.0 (Industry4WRD)*, qui concerne en priorité les secteurs de l'électricité et de l'électronique, des machines et des équipements, de la chimie, des appareils médicaux, et de l'aérospatial. Quatre objectifs chiffrés ont été fixés à dix ans, notamment sur la progression de la part du secteur manufacturier dans l'économie, l'amélioration de la productivité du secteur manufacturier et la part des emplois hautement qualifiés.

La Thaïlande a détaillé le plan *Thailand 4.0*, qui cible onze secteurs prioritaires pour l'économie 4.0 (dont robotisation, digital, agriculture, santé, etc.), et vise notamment à faire de la région de l'*Eastern Economic Corridor* (EEC) un cluster industriel.

Les stratégies 4.0 reposent sur des incitations financières et des politiques de soutien à l'innovation

Des incitations financières sont mises en place pour les investissements dans les secteurs prioritaires, l'adoption de technologies de pointe et l'innovation. Les trois pays mettent en particulier l'accent sur l'automatisation et la numérisation de la production, ainsi que sur la R&D. Ils proposent par exemple une baisse du taux d'imposition voire une exonération sur plusieurs années pour les entreprises dans les secteurs prioritaires, des subventions et des crédits d'impôts pour l'embauche de personnels qualifiés et l'adoption de technologies. La Malaisie a également mis en place plusieurs programmes de financement (prêts bonifiés, garanties de prêts, etc.) pour encourager l'adoption de technologies et la modernisation des entreprises. Si Singapour se concentre sur l'adoption de technologie de pointe et l'innovation, la Thaïlande et la Malaisie sont toutefois moins sélectives quant aux activités bénéficiant d'aides publiques.

Les pays mettent aussi en place des programmes visant à favoriser l'essor des secteurs innovants. La Malaisie a par exemple annoncé sa volonté de redéfinir le cadre réglementaire lié aux données, à la cybersécurité et à l'Internet des objets, et mis en place un laboratoire de recherche en partenariat avec le secteur privé. Singapour identifie les mesures prioritaires pour chaque industrie via des groupes de travail sectoriels, met des équipements de pointe à disposition des entreprises (dans des usines modèles) pour une phase de test avant investissement, et facilite l'application des avancées de la recherche à l'industrie manufacturière via des projets de recherche en PPP.

Usine STMicroelectronics, à Singapour



Les gouvernements soutiennent le développement des infrastructures et du capital humain

En Malaisie et en Thaïlande, les stratégies 4.0 comprennent le développement des infrastructures.

La Thaïlande mise sur l'émergence de clusters technologiques (principalement dans la région de l'EEC) via des investissements dans les infrastructures de transports (notamment en PPP, pour près de 40 Mds EUR d'ici 2021) et numériques (hub *Digital Park Thailand*, villes intelligentes, etc.), et le développement de Zones économiques spéciales. La Malaisie a, quant à elle, lancé un plan pour l'accès à l'Internet, qui devra permettre de desservir 98 % de la population d'ici 2024 (pour près de 5 Mds EUR).

Les trois pays lancent par ailleurs des initiatives pour améliorer la formation et les ressources humaines.

Faisant face à un déficit de main d'œuvre qualifiée, la Thaïlande propose un visa de travail avantageux visant à attirer les professionnels étrangers, et a annoncé vouloir mettre l'accent sur la formation au cours des prochaines années. Au contraire, Singapour a récemment durci sa politique migratoire, y compris pour les travailleurs qualifiés, mais a mis en place un système de formation continue subventionnée visant à aider les étudiants et les travailleurs singapouriens à s'adapter aux nouveaux secteurs de l'économie. La cité-Etat propose également des contrats d'apprentissage subventionnés avec des entreprises partenaires, notamment dans le secteur des technologies de l'information et de la communication. En Malaisie, les autorités offrent des déductions fiscales aux entreprises qui proposent des bourses aux étudiants ingénieurs, ou qui financent des programmes d'apprentissage ou de formation technique pour leurs employés.

Contact : clement.payerols@dgtresor.gouv.fr

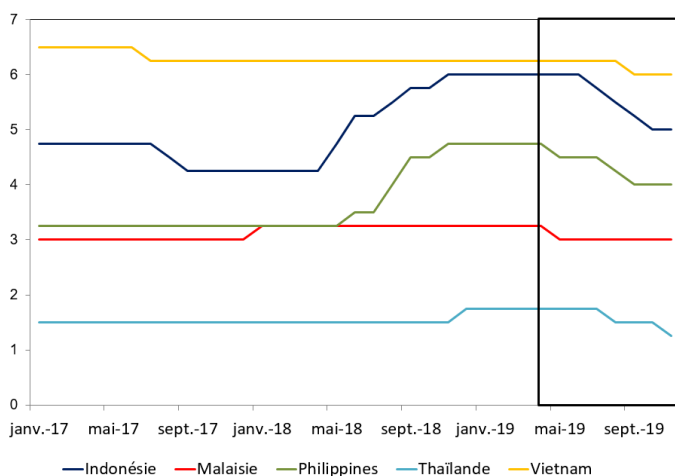
Assouplissement monétaire dans les pays de l'ASEAN pour soutenir l'activité

Après avoir remonté leur taux directeur courant 2018, les principales banques centrales de la région ont procédé en 2019 à un assouplissement (plus ou moins marqué selon les pays) de leur politique monétaire en soutien à l'activité, dans un contexte de ralentissement du commerce mondial. La récente pause dans l'assouplissement monétaire américain, qui pourrait perdurer tout au long de 2020, rend toutefois incertaine la poursuite des baisses de taux dans la région.

Les principales banques centrales de la région ont abaissé leur taux directeur cette année

Après avoir procédé à plusieurs hausses de taux en 2018, les principales banques centrales de la région ont abaissé leur taux directeur en 2019. La banque centrale malaisienne a été la première à infléchir sa politique monétaire, en abaissant, en mai, son taux directeur de 25 points de base, à 3,00 %. La banque centrale philippine a, depuis mai, abaissé à trois reprises (en mai, en août et en septembre) son taux directeur, de 75 points de base au total à 4,00 %. La banque centrale indonésienne a réduit à quatre reprises son taux directeur depuis juillet, de 100 points de base au total à 5,00 %. La banque centrale thaïlandaise a abaissé à deux reprises son taux directeur depuis août, de 50 points de base au total à 1,25 %. La banque centrale vietnamienne a réduit son taux directeur, pour la première fois depuis juillet 2017, en septembre, de 25 points de base à 6,00 %. Enfin, la banque centrale singapourienne a annoncé en octobre un assouplissement de sa politique monétaire – soit une réduction du rythme d'appréciation du change effectif nominal – pour la première fois depuis avril 2016.

Taux directeurs (%)



Source : CEIC

Cet assouplissement vise à soutenir l'activité. La région est directement impactée par l'escalade des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, compte tenu de sa dépendance vis-à-vis des exportations et de sa forte exposition à la Chine. Si tous les pays de la région ne publient pas de données de PIB

trimestrielles, les données disponibles témoignent d'une baisse de la croissance depuis la fin 2018, à 4,2 % en moyenne au troisième trimestre 2019 en ASEAN-6 (Singapour, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Philippines, Vietnam), les ralentissements les plus marqués étant observés en Thaïlande (2,4 % au T3 2019) et à Singapour (0,1 %).

Cet assouplissement des politiques monétaires a été rendu possible par la conjonction de plusieurs facteurs favorables : i) la Réserve fédérale américaine (Fed) a assoupli sa politique monétaire en 2019, pour la première fois depuis 2008, ce qui a fourni des marges de manœuvre aux pays de la région pour abaisser leur taux, et en particulier aux pays dépendants des flux de capitaux pour le financement de leur déficit courant (Indonésie et Philippines notamment) ; ii) les taux de change se sont stabilisés, avec en moyenne une appréciation de 1,6 % face au dollar en 2019 (après -3,7 % en 2018) ; iii) les pressions inflationnistes se sont atténuées, à 2,3 % en moyenne dans la région en septembre (après 3,2 % en moyenne fin 2018).

A moyen terme, la poursuite de l'assouplissement monétaire dans la région apparaît incertaine

Les baisses de taux directeurs devraient s'atténuer l'année prochaine, alors que la Fed vient d'annoncer une pause dans son cycle d'assouplissement monétaire. Lors de son dernier comité de politique monétaire, la Fed a maintenu ses taux directeurs inchangés et signalé qu'ils le resteraient courant 2020 à moins d'une détérioration de la situation économique américaine. Cette situation risque de réduire les possibilités pour les banques centrales de la région de procéder à de nouvelles baisses de taux à moyen terme. Dans le détail, l'Indonésie disposerait désormais de peu de marges de manœuvres pour de nouvelles baisses de taux à moyen terme, les principaux observateurs anticipant au maximum une nouvelle baisse de taux de 25 points de base l'année prochaine. La Thaïlande envisagerait encore de baisser son taux directeur pour soutenir l'activité, alors que ses marges de manœuvre budgétaires apparaissent limitées, après l'introduction cette année d'un plan de relance de 15 Mds USD soit près de 2,8 % du PIB. Aux Philippines, l'évolution de la politique monétaire dépendra largement de la trajectoire d'inflation (à 1,2 % en novembre, après 0,8 % en octobre mais contre 5,1 % fin 2018). Le gouverneur de la banque centrale philippine Benjamin E. Diokno a indiqué que l'institution pourrait considérer d'abaisser son taux directeur de 50 points de base en 2020, alors que l'agence de notation Fitch envisage une seule baisse de taux de 25 points de base sur la période.

Contact : morgane.salome@dgtrésor.gouv.fr

Le secteur maritime en Indonésie : des opportunités à saisir

En tant que plus grand Etat archipel du monde et situé sur les grandes routes commerciales, l'Indonésie possède tous les atouts pour être une puissance maritime, ce qui est l'un des objectifs du Président Joko Widodo. Le secteur doit toutefois faire face à de nombreux défis, en particulier la mise à niveau des infrastructures et la protection des richesses environnementales.

Une volonté politique pour reconstruire une forte identité maritime

Située à la croisée des océans Indien et Pacifique, l'Indonésie occupe un emplacement maritime stratégique, 40 % du trafic maritime mondial traversant ses eaux. L'environnement géopolitique régional est relativement stable, l'Indonésie n'ayant pas de contentieux territorial mais des désaccords quant à l'utilisation de la zone économique autour de l'archipel de Natuna. Les actes de piraterie restent fréquents, particulièrement dans le détroit de Malacca et la mer des Célèbes. Au total, la zone économique exclusive (ZEE) de l'Indonésie s'étend sur 6 millions de kilomètre carrés (6^e mondiale) et elle compte 108 000 km de côtes et 17 000 îles.

Le secteur contribuait dans l'économie à 280 Mds USD en 2013, soit 30 % du PIB. Dès son élection en 2014, le Président Joko Widodo a annoncé sa stratégie maritime : i) reconstruire l'identité maritime nationale, ii) rétablir la souveraineté sur l'exploitation des produits de la mer, iii) développer les infrastructures de transport pour favoriser le commerce et le tourisme, iv) éradiquer les sources de conflits (pêche illégale, piraterie, disputes territoriales, pollution) et v) renforcer la marine nationale.

Des opportunités pour les secteurs du transport, de la pêche et du tourisme

Le transport maritime est freiné par le manque d'infrastructures. L'Indonésie n'a aucun port en eau profonde et seul Tanjung Priok (Jakarta) peut recevoir des bateaux de plus de 8000 TEU. Pour satisfaire aux évolutions du commerce international, le gouvernement a, depuis 2015 et son National Port Master Plan, accompagné le développement d'une centaine de ports, notamment la modernisation du port de Jakarta. Des subventions ont été mises en place pour dynamiser les lignes domestiques et améliorer la connectivité des régions reculées. La faible attractivité pour le secteur privé et le manque de main d'œuvre qualifiée pour la gestion portuaire freinent cependant les investissements.

Le secteur de la pêche emploie plus de 7 M d'Indonésiens, contribue à 2,6 % du PIB en 2018, et a fourni en moyenne 6,1 M tonnes de poisson par an entre 2013 et 2017 (2^e producteur mondial). La croissance du secteur est menacée par la gestion non-durable des stocks (surexploitation de 50% des stocks, manque de données de recensement). Le gouvernement

a ainsi intensifié en 2014 la lutte contre la pêche illégale étrangère, réduisant celle-ci de 90 %. L'amélioration de la gestion des pêcheries générerait 3,3 Mds USD de recettes annuelles supplémentaires d'ici 10 ans par rapport à un scénario de maintien des pratiques actuelles, mais les lobbies restent puissants et freinent les réformes.

Les 3,6 millions de km² d'écosystèmes marins du pays, dont 20 M ha d'aires marines protégées (AMP), constituent de considérables puits de carbone et réservoirs de biodiversité. Ce patrimoine naturel est générateur de revenus grâce au tourisme (3,1 Mds USD par an pour le tourisme de récifs) en forte croissance. Les activités humaines encore mal réglementées et contrôlées mettent en péril ces écosystèmes (3 à 7% disparaissent chaque année) : pollution aux déchets plastiques (émissions estimées entre 500 000 et 1,3 million de tonnes par an, 2^e contributeur après la Chine), moitié des mangroves en situation critique, pollution chimique (industrie textile, extraction minière, fuites de pétrole et de gaz), et construction (poldérisation des baies).

La coopération franco-indonésienne

La coopération institutionnelle entre la France et l'Indonésie dans le secteur maritime est dense. L'AFD a financé un projet de gestion durable des ressources halieutiques et de lutte contre la pêche illégale (INDES, 2013-2017, 30 MEUR), réalisé par CLS Argos, et a des perspectives de financement de projet pour la recherche océanographique. Elle a aussi octroyé deux prêts de 150 M d'euros à l'Indonésie en 2017 et 2018 pour son programme de réforme sectorielle du transport maritime et logistique, accompagnés d'une assistance technique (formation à la gestion portuaire) mise en œuvre par le Grand Port Maritime du Havre. Le BMKG (l'agence de météorologie) travaille avec le Trésor et l'AFD (prêts pour un total de 150 M USD) pour moderniser ses systèmes de prévision de météorologie marine, avec des co-bénéfices larges dans le secteur maritime : le transport, la pêche, l'agriculture, l'industrie pétrolière et gazière et le tourisme.

Les entreprises françaises sont présentes dans le secteur maritime. L'activité de fret des transporteurs CMA-CGM et LDA est en croissance, CMA-CGM étant la seule compagnie à avoir établi une ligne desservie par un ultra-large container ship. Gaussin Manugistique a fourni les équipements de manutention électrique portuaire et contribué au plan de développement du port de Surabaya. Danone Aqua, leader de l'eau en bouteille, est très impliquée dans le recyclage des déchets plastiques, tandis que Veolia construit une importante usine de recyclage (capacité de 25 000 tonnes de bouteilles par an, mise en service prévue début 2020). Alcatel Submarine Networks a posé le câble sous-marin Indigo (fabriqué à Calais) entre Singapour et Perth, passant par Jakarta.

Contact : jean-hippolyte.feidel@dgtrésor.gouv.fr

L'énergie, un secteur stratégique et prioritaire en Birmanie

Le développement des infrastructures énergétiques représente un enjeu de taille pour l'économie birmane. Conscientes de la problématique, la France et la Birmanie ont axé leur coopération économique bilatérale sur ce secteur. Les projets des entreprises françaises représentent 45% de la puissance électrique installée aujourd'hui dans le pays.

L'accès à l'énergie est un enjeu de développement

Le difficile accès à l'énergie entrave le développement économique du pays. Cette situation s'explique par un faible taux d'électrification (43% en 2019), d'insuffisantes capacités installées (5 GW) et des pertes considérables sur le réseau national. En outre, la demande en électricité se fait croissante, alors que les consommateurs ont été particulièrement affectés par les nombreuses coupures lors de la dernière saison chaude et par la hausse des tarifs décidée en juillet dernier. La Banque mondiale estime à 2 Mds USD les investissements annuels nécessaires pour répondre à la hausse de 15 % par an de la demande d'électricité. La demande de pointe devrait en effet atteindre 12,6 GW en 2030, soit trois fois le niveau actuel (3,6 GW en 2018). Les prix fortement subventionnés de l'électricité et un climat des affaires incertain ont par ailleurs dissuadé les investisseurs internationaux pendant de nombreuses années. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le faible remplissage des réservoirs lors de la dernière mousson laisse envisager des risques de pénurie.

Conscientes du problème, les autorités ont fortement accru la part allouée au secteur de l'énergie dans le budget pour l'année fiscale 2019/2020. En vue des élections générales de 2020, le Parlement a approuvé fin septembre une allocation de 5,2 Mds USD pour le Ministère de l'énergie et de l'électricité (après 4,2 Mds USD en 2018), soit la part la plus importante (23 %) du budget pour l'exercice fiscal 2019-20 qui a débuté le 1^{er} octobre. Ces investissements sont destinés non seulement à la construction de capacités électriques, mais également au développement du réseau national, ainsi qu'aux activités d'exploration et production pétrolières et gazières et à l'importation d'électricité. En outre, les projets associés mettront sans aucun doute du temps avant de voir le jour. Le gouvernement birman a par ailleurs entériné en juillet 2019, pour la première fois depuis 2014, une forte hausse des tarifs de l'électricité (les plus bas de l'ASEAN), qui ont presque triplé pour les ménages et doublé pour les entreprises, en fonction de la catégorie de consommation.

L'accès à l'énergie est un des axes principaux de la coopération économique franco-birmane

Le projet de partenariat stratégique conjoint dans le secteur de l'énergie vise à renforcer la coopération économique entre les deux pays. Ce projet, proposé par le Ministre Le Drian à la Conseillère pour l'Etat Aung San Suu Kyi à l'occasion de sa visite en Birmanie en novembre 2017, a été préparé début 2018. Il doit faciliter la concrétisation des négociations déjà engagées par les entreprises françaises en actant le soutien accordé par l'Etat français à travers les actions i) de l'Ambassade, de l'AFD (dont les engagements dans le secteur de l'énergie

en Birmanie atteignent 39,5 M EUR) et de la DG Trésor en matière d'aide au développement et d'assistance technique et ii) de Business France en matière d'aide à l'export des entreprises françaises du secteur de l'énergie.

Projet-pilote de micro-réseau solaire à Kha Laing, mis en œuvre par EDF, InfracoAsia, ICMRE et SolaRiseSys



Un fort potentiel pour les entreprises françaises, en particulier dans le renouvelable

Les projets d'EDF et Total (en cours de négociation ou de développement) représentent à eux seuls 45 % de la puissance électrique installée dans le pays. Total est en charge de l'exploitation du champ gazier offshore de Yadana au large de la région de l'Ayeyarwady et devrait développer et commercialiser des ressources cumulées gazières du bloc A6, situé au même endroit, dans les années à venir. Le groupe est également en cours de négociation pour la construction d'une centrale thermique de 1230 MW avec une plateforme GNL dans le sud-est du pays, et pour celle d'une ligne de transmission électrique jusqu'à Rangoun. EDF, quant à lui, a remporté, au sein d'un consortium dont il est le leader, un projet de barrage hydroélectrique de 670 MW dans le nord du pays, développé sous forme de PPP.

Les entreprises françaises peuvent être des acteurs majeurs du développement des énergies renouvelables en Birmanie. Alors que certains bailleurs de fonds très présents en Birmanie (tels que le Japon ou la Chine) poussent pour le développement d'usines à charbon, les entreprises françaises peuvent proposer des solutions renouvelables rapides à mettre en place et pouvant répondre aux besoins birmans (par exemple, solaire photovoltaïque, solaire flottant, petit hydro, etc.). Engie, EDF et Voltalia ont déjà commencé à développer des mini réseaux solaires (« micro-grid ») non connectés au réseau, afin de soutenir l'électrification rurale (seulement 25% des ménages ont accès à l'électricité en zone rurale). Tractabel réalise des études de faisabilité pour développer l'éolien dans le pays, tandis que Hydroquest travaille sur des projets de petit hydro dans l'Est de la Birmanie.

Contact : camille.delgado-lallier@dgtresor.gouv.fr

Mise en place d'un écosystème AgriFoodTech à Singapour

En dépit de sa production agroalimentaire et de ses ressources foncières limitées, Singapour se positionne rapidement en tant que plaque tournante de l'AgriFoodTech en Asie-Pacifique, mobilisant ses agences publiques et des financements à destination de la recherche et des entreprises positionnées sur ce secteur.

Une forte mobilisation des autorités en faveur de la création d'un hub agroalimentaire

En mars 2019, le gouvernement singapourien a annoncé sa volonté de répondre à 30 % de ses besoins nutritionnels d'ici à 2030 (« initiative 30/30 »). Les autorités donnent en outre la priorité au développement de l'agriculture urbaine, de l'aquaculture, des nouveaux aliments (notamment les alternatives aux protéines animales et les aliments modifiés pour diminuer ou résoudre les problèmes de santé liés au vieillissement ou aux maladies chroniques), ainsi qu'à l'économie circulaire, en particulier le recyclage des déchets agricoles et alimentaires.

Dans ce contexte, les autorités ont mis en place de nouvelles structures afin de favoriser les synergies dans les domaines agricole et agroalimentaire. La *Singapore Food Agency* (SFA) a été établie en avril 2019 et regroupe les départements concernés par la sécurité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments auparavant situés au sein de trois ministères et agences différents. L'agence JTC, chargée du développement et de la gestion de quartiers industriels, va ouvrir en 2021 un parc agro-industriel de 18 hectares comprenant des activités de production agricole et agroalimentaire, de R&D, de formation, de distribution, de commercialisation, de restauration.



Source : Sky Greens

Des unités de recherche ont également vu le jour au sein de chaque université que les agences publiques singapouriennes s'attachent désormais de rapprocher au sein de consortiums. L'*Aquaculture innovation centre* financé par Entreprise Singapore résulte du rapprochement opéré en 2019 de neuf instituts de recherche et agences publiques (dont A*STAR et SFA). En outre, l'agence A*STAR, chargée de soutenir la recherche et l'innovation, va mettre en place en 2020 le *Singapore Institute of Food and Biotechnology Innovation*, visant à en son sein tous les départements et unités de recherche impliqués dans les domaines relatifs à l'alimentation, la production agroalimentaire, les biotechnologies, la sécurité sanitaire des aliments, etc. Le SIFBI comprendra également des espaces réservés pour des incubateurs, des laboratoires, des startups et sera le point d'entrée des entreprises agroalimentaires

cherchant à développer de nouvelles technologies.

Accroissement des financements à destination de la recherche et des startups AgriFoodTech

Les autorités ont annoncé en mars 2019 la création d'un fonds de 144 M SGD (100 M EUR) dédié à la recherche dans les domaines agricoles et alimentaires, dont l'objectif est de favoriser le développement de techniques innovantes à tous les échelons de la filière alimentaire, et en matière d'agriculture urbaine, aquaculture, protéines alternatives, sécurité sanitaire, nutrition, commercialisation. Singapour s'était déjà dotée d'un fonds de 63 M SGD (40 M EUR) destiné à co-financer des solutions permettant d'accroître la productivité du secteur.

La filiale investissement de l'agence publique **Entreprise Singapore, SEEDS Capital, va également financer les entreprises du secteur.** Elle a mis en place, début 2019, un outil de financement de capital-risque (90 M SGD, soit 60 M EUR) dédié aux startups AgriFoodTech, aux côtés de sept principaux accélérateurs et fonds de capital-risque de Singapour spécialisés dans ce secteur.

Aménagement du cadre réglementaire pour favoriser l'innovation

Le « *Pro Entreprise Panel* » (PEP), qui réunit des représentants de la communauté d'affaires et d'agences publiques, travaille avec les entreprises de l'agritech. L'organisme, mis en place par le ministère du commerce et de l'industrie, se penche avec les acteurs du secteur sur les questions liées à la commercialisation de nouveaux produits. Les autorités se montrent disposées, à adapter, si nécessaire une réglementation qui serait inadaptée face aux nouveaux besoins et modes opératoires des entreprises. Par ailleurs, la SFA a démarré des consultations internationales (notamment avec l'Australie et le Canada) afin de mettre en place une réglementation adaptée et favorable aux nouveaux aliments (*novel food*) tout en garantissant leur sécurité sanitaire.

Des résultats déjà probants

Près de 200 startups du secteur agrifood tech seraient déjà implantées à Singapour (pour comparaison, on en dénombre 600 en France). Par ailleurs, de nombreux fonds de capital-risque internationaux spécialisés dans l'AgriFoodTech ont récemment ouvert un bureau et mis en place des accélérateurs dans la cité-Etat. Un certain nombre de multinationales, à l'instar de Tyson, Wilmar, Killiney, Ferrero, investissent également dans des agrifood tech basées à Singapour.

Dans la cité-Etat, les startups se développent fortement dans les domaines liés à la nutrition, l'alimentation des seniors et des diabétiques ainsi que dans la production de protéines alternatives, à base de plantes, d'insectes ou cellulaires. Dans le domaine agricole, les startups sont concentrées dans l'aquaculture et l'agriculture urbaine.

Contact : wilfrid.fousse@dgtresor.gouv.fr

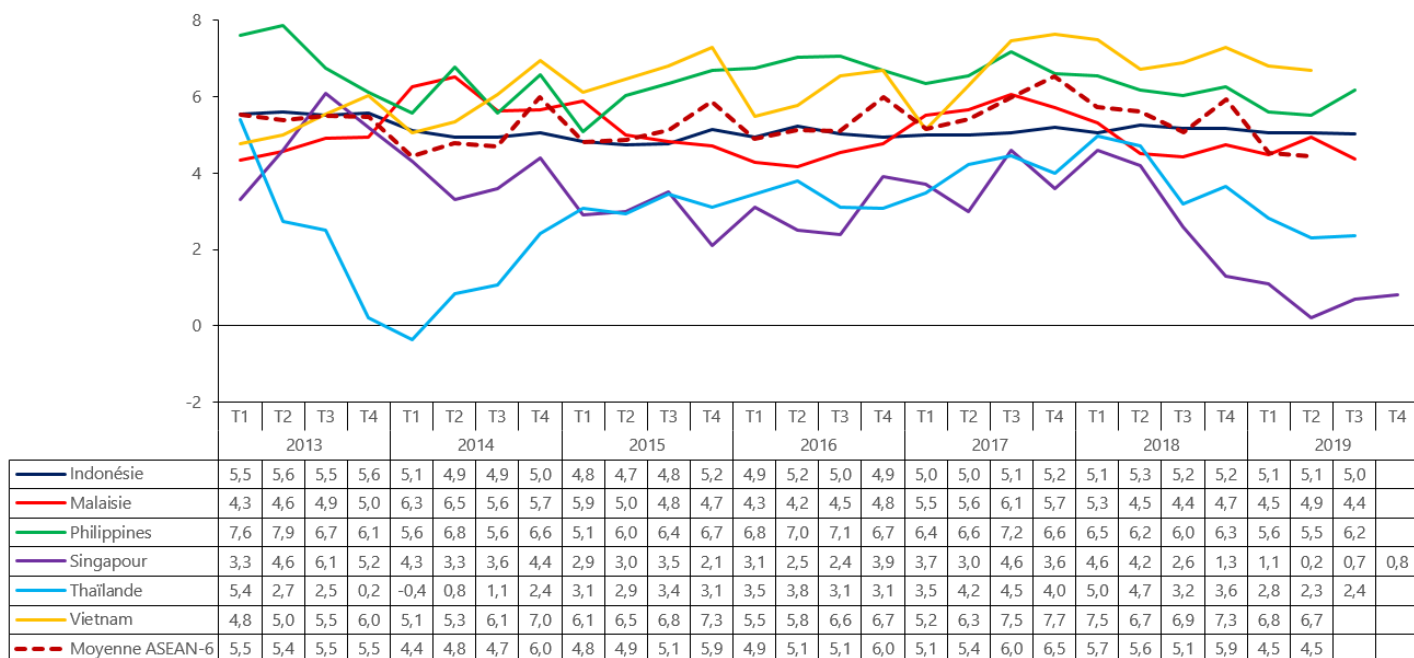
Annexes statistiques

ASEAN : Principaux indicateurs économiques (2020)

	Birmanie	Brunei	Cambodge	Indonésie	Laos	Malaisie	Philip-pines	Singapour	Thaïlande	Vietnam	ASEAN
Population (en millions d'habitant)	53,4	0,5	16,7	269,9	7,3	33,2	110,0	5,7	68,0	96,4	661,1
PIB (en Mds USD courants)	72,1	12,8	29,0	1 204,8	21,2	381,5	383,5	369,6	557,3	284,8	3 316,7
PIB / habitant (en USD courants)	1 351	28 397	1 731	4 465	2 919	11 485	3 485	64 829	8 194	2 955	5 017,1
Croissance (%)	6,3	4,7	6,8	5,1	6,5	4,4	6,2	1,0	3,0	6,5	4,5

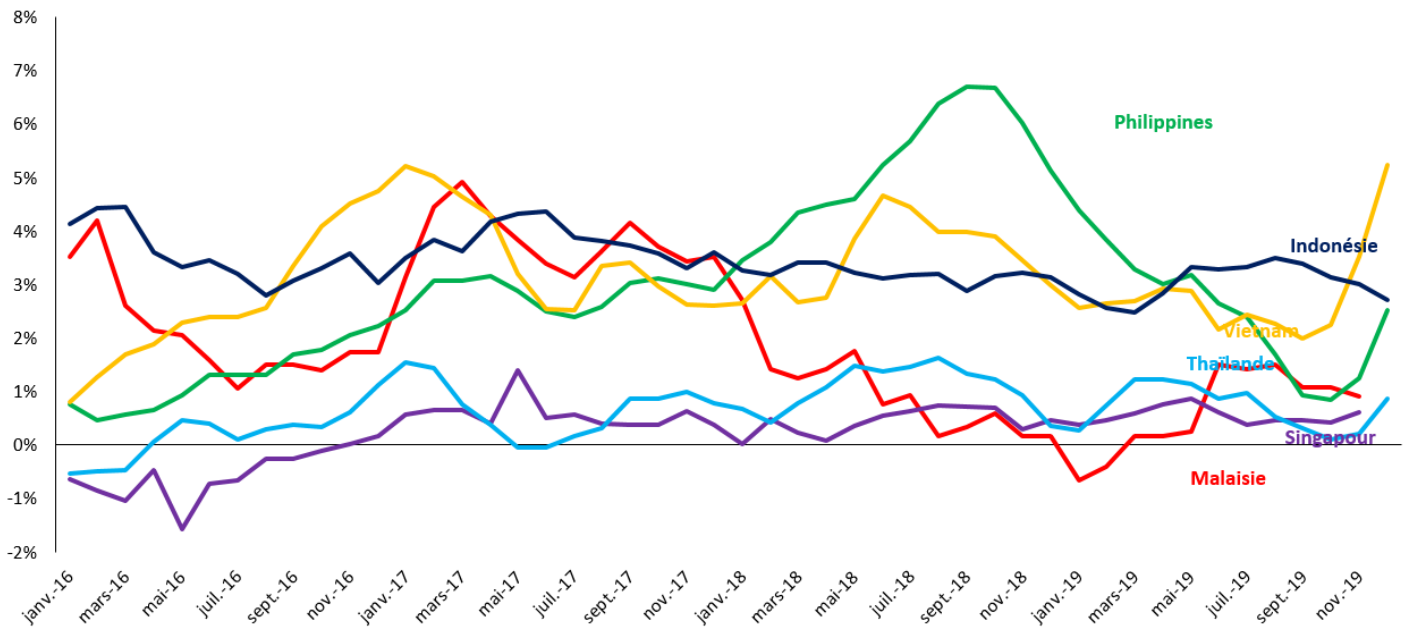
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2019, SER de Singapour

Croissance trimestrielle des pays de l'ASEAN (% , en glissement annuel)



Source : CEIC

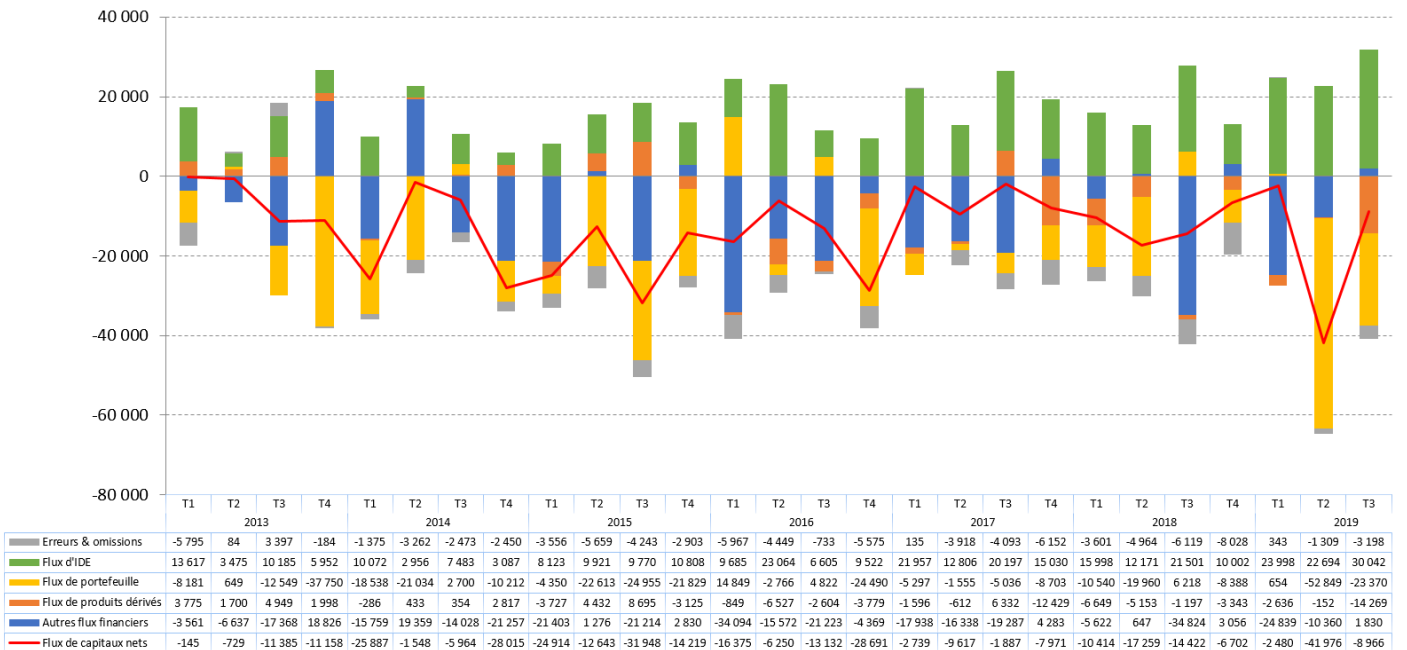
Taux d'inflation (en glissement annuel)



Source : CEIC

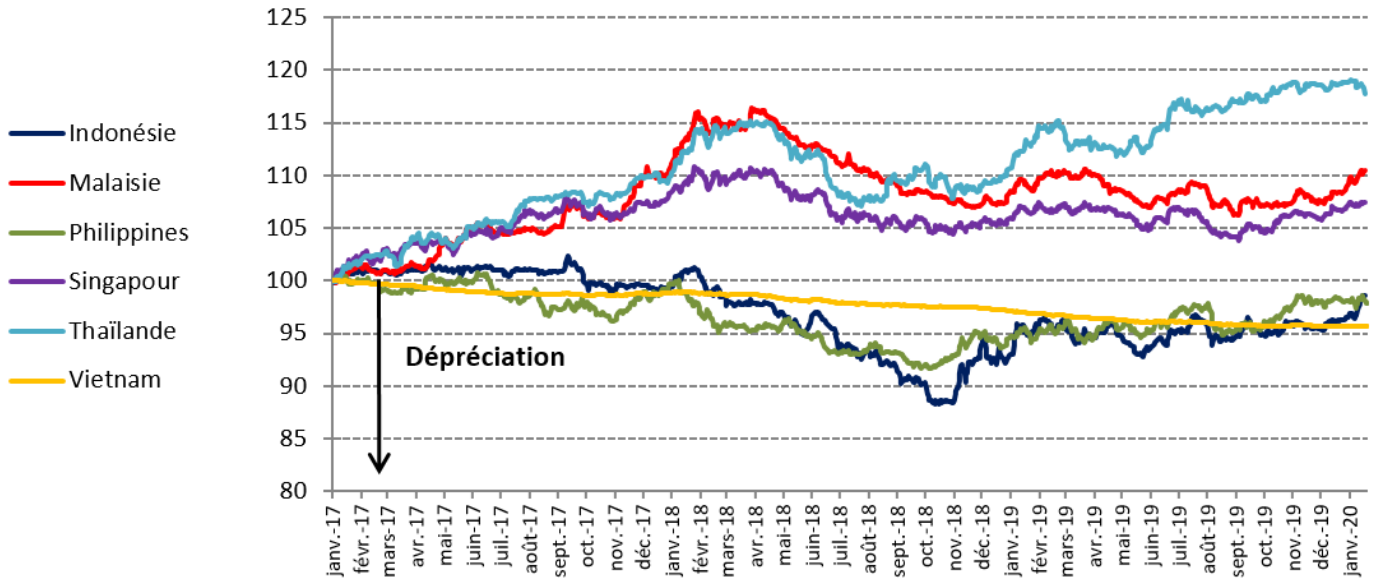
Flux de capitaux (nets, en millions USD)

à destination de l'ASEAN-5 (Singapour, Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines)



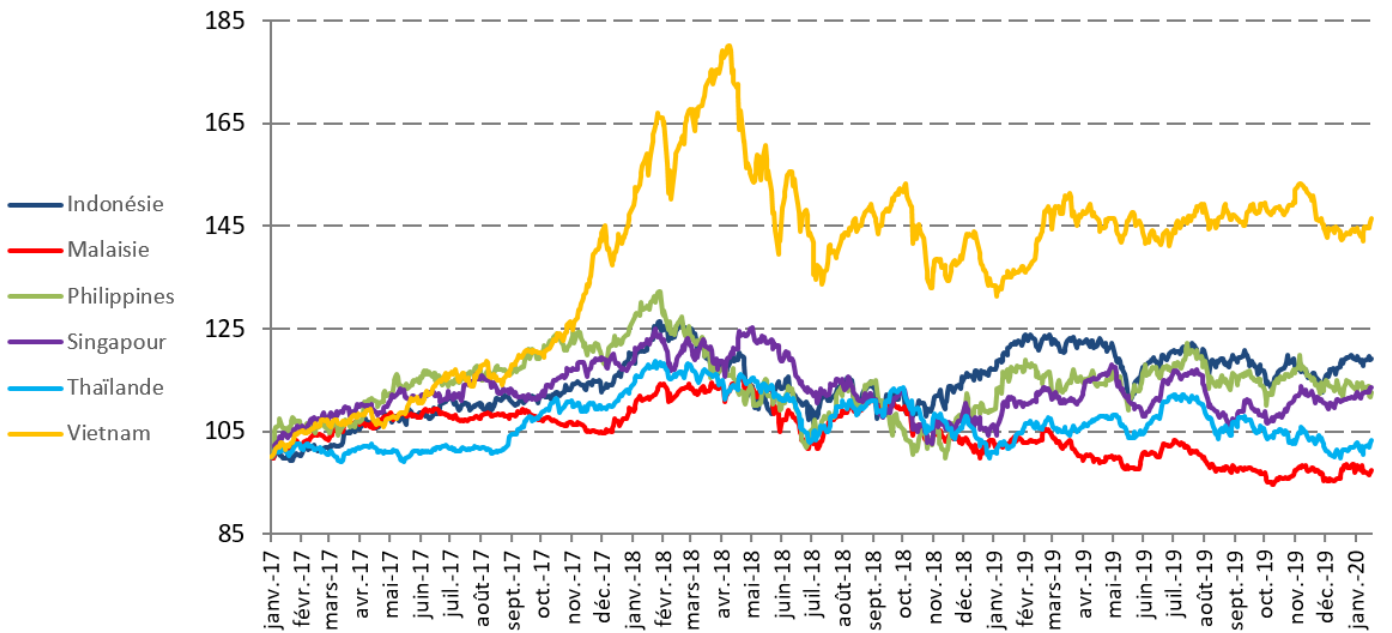
Source : Banques centrales

Taux de change nominal contre dollar
(Base 100 en 2017)



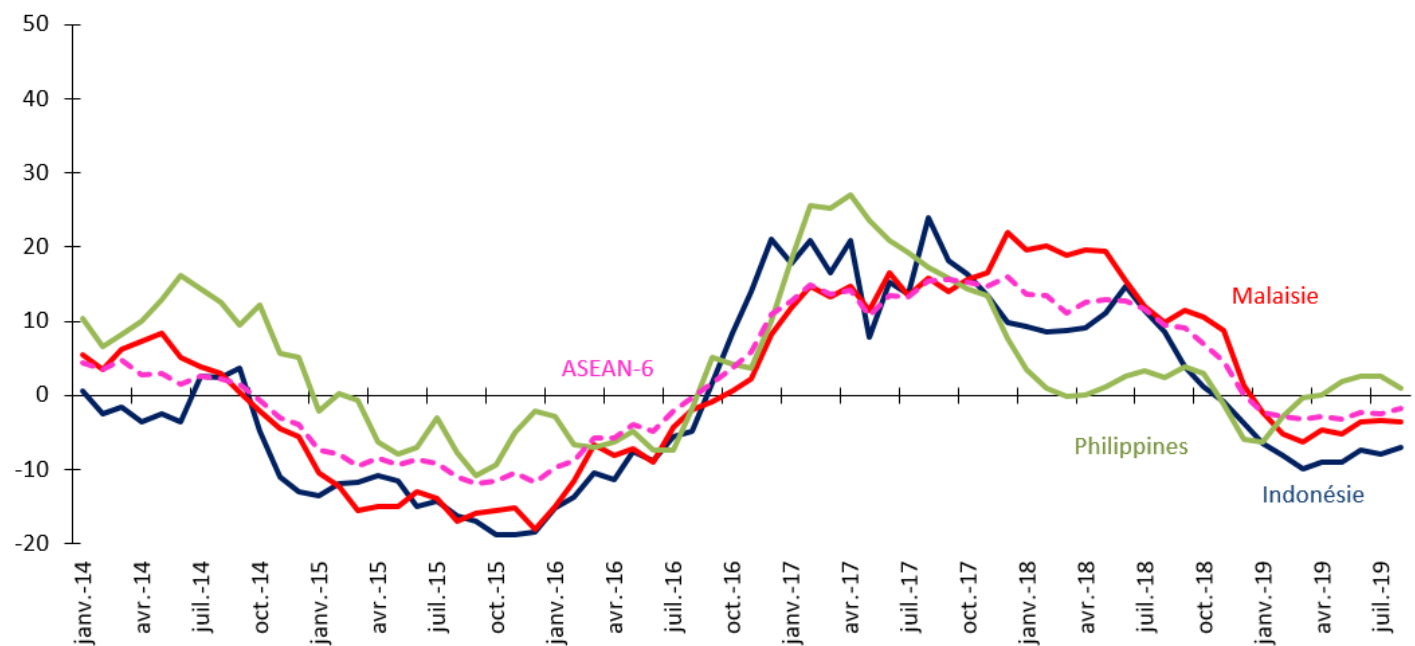
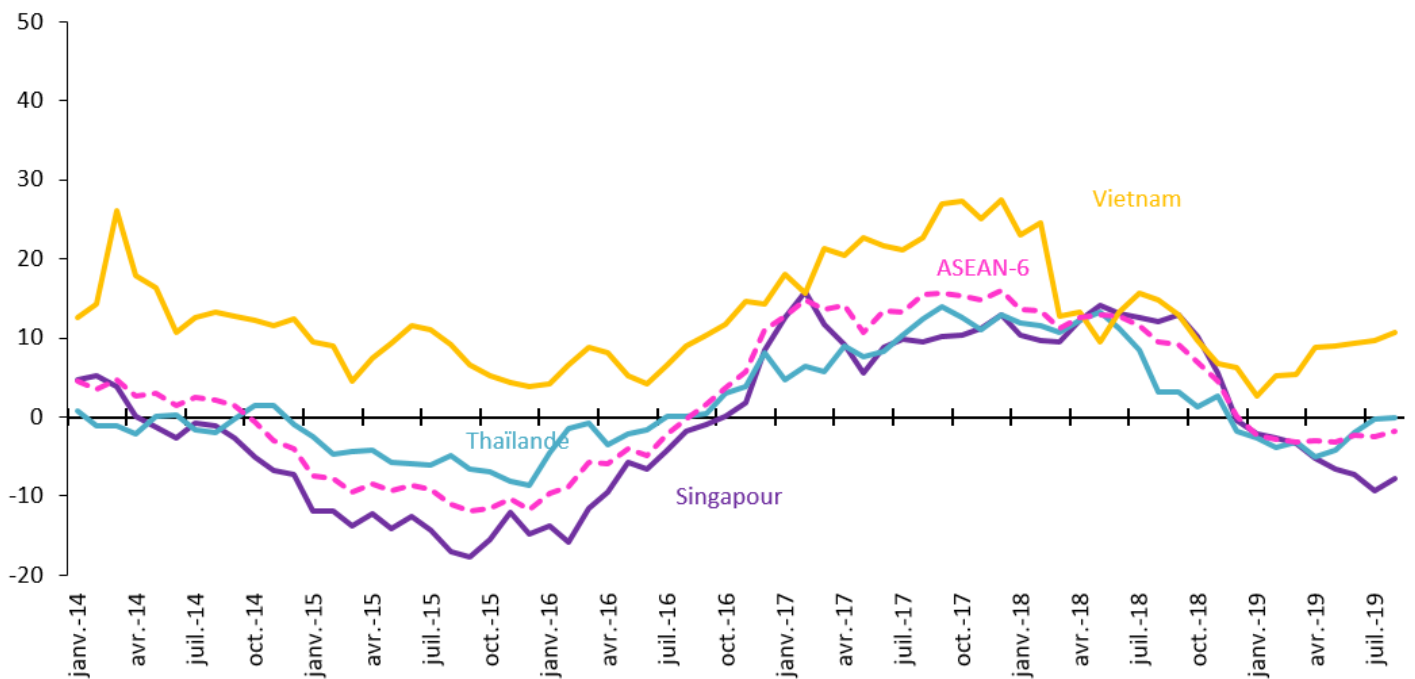
Source : CEIC

Indices boursiers
(Base 100 en 2017)



Source : CEIC

Croissance des exportations (moyenne mobile sur 3 mois en glissement annuel)



Source : CEIC

© DG TRESOR, janvier 2020 tous droits réservés

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Singapour (adresser les demandes à frederic.kaplan@dgtresor.gov.sg).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service économique régional de Singapour
Adresse : 101-103 Cluny Park Road, SINGAPORE 259595

Crédit photo page de garde: Pxfuel

Rédigé par : SER de Singapour
Revu par : Frédéric Kaplan

Version du : 21/01/2020
Version originale : 25/04/2019 (maquette)